



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Textes voie pro au CSE

La suppression du BEP n'est pas une urgence !

Dans cette situation de crise inédite que traverse la France, depuis la fermeture des établissements et la mise en place du confinement, les personnels de l'Éducation nationale montrent leur engagement au quotidien pour maintenir un lien avec les élèves et les familles afin de ne pas les perdre.

Ils s'appliquent aussi à mettre en œuvre la pseudo « *continuité pédagogique* » qui est particulièrement ardue dans les lycées professionnels où elle relève davantage de l'utopie tant les préoccupations des élèves sont, à l'heure du confinement, bien plus centrées sur leurs conditions de vie, bien avant celle de la poursuite de leur scolarité.

La CGT Éduc'action estime que cette crise démontre les inégalités face à l'éducation et particulièrement pour les élèves de la voie professionnelle. Alors que la crise sanitaire actuelle et celle économique à venir démontrent les effets néfastes de la politique néolibérale suivie depuis des décennies, l'urgence devrait être à une rupture avec un modèle qui a largement contribué à ces catastrophes sanitaire et économique.

Malgré tout, le ministère maintient le cap et s'apprête donc à publier le décret concernant la suppression du BEP, la fin du diplôme intermédiaire et son remplacement par une attestation. Ce passage en force est inacceptable. En effet, où est l'urgence lorsque l'échéance de la disparition du BEP en tant que diplôme inscrit au RNCP est fixée par la loi au 1^{er} janvier 2024 ? Ce diplôme de niveau 3 représentait une véritable qualification avec une réelle reconnaissance dans le monde du travail. Il permettait de rassurer et valoriser les élèves les plus vulnérables, ceux-celles-là même qui sont particulièrement touché-es lors de cette période de confinement.

De même il poursuit la mise en place de la seconde vague des familles de métiers alors qu'aucun bilan sérieux n'a été fait de la précédente. La CGT Éduc'action considère que les effets d'une telle réforme ne se mesurent pas sur une seule année. Elle s'interroge sur l'avenir des élèves de première bac pro qui auront fait des choix de spécialité par défaut en raison de leur manque de mobilité ou de moyens financiers pour assurer une scolarité en internat.

Pour la CGT Éduc'action, l'expérience actuelle souligne notre vulnérabilité et devrait pour le moins interroger, sinon modifier, les valeurs sur lesquelles repose l'ensemble des politiques mises en œuvre. Cela vaut en particulier pour l'Éducation qui devrait entendre la nécessité d'une remise à plat de notre système afin de donner plus à ceux-celles qui ont le moins dans le but de les réconcilier avec l'École et les savoirs en leur ouvrant la perspective d'un avenir réussi.

Tout comme les réformes du Lycée, du Bac voire de l'Enseignement supérieur avec Parcoursup, celle de la voie professionnelle accentue le tri et les inégalités.

La CGT Éduc'action reste opposée à cette réforme : les mesures mises en œuvre ne permettront pas d'atteindre une meilleure insertion ou une poursuite d'études réussie et encore moins l'excellence. Les récents événements nous confortent dans cette position !

Montreuil, le 10 avril 2020